

Astreinte

assistants familiaux

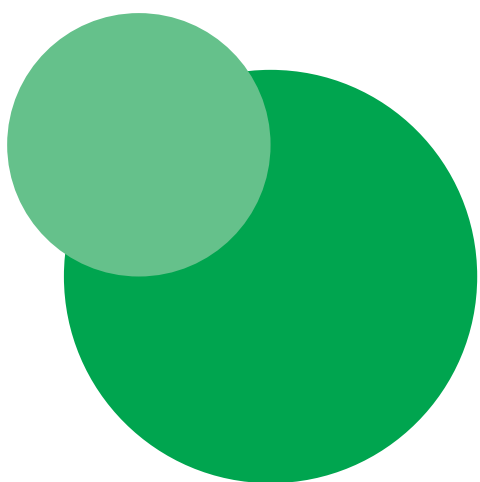
**Dans quelles situations
devez-vous appeler
le 0 800 770 009 ?**



septembre
2016

seine-et-marne.fr  

SEINE & MARNE 77
LE DÉPARTEMENT



PRÉAMBULE



Le Département emploie près de 700 assistants familiaux qui accompagnent, au sein de leur famille, environ 1360 enfants de 0 à 21 ans, soit près de la moitié des enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance (ASE) de Seine-et-Marne.

Le développement de l'accueil familial est une priorité départementale. En fonction de l'analyse individuelle de la situation des enfants, le placement en famille d'accueil¹ est privilégié autant que possible.

Pour améliorer l'accompagnement des familles d'accueil de l'ASE, le Département a créé en 1997 une astreinte téléphonique en dehors des heures d'ouverture habituelles de ses services. Cette astreinte est destinée aux assistants familiaux en activité professionnelle et employés par le Département. Elle vous est ainsi réservée.

Ses objectifs sont de vous apporter une écoute et un soutien face à une situation urgente et difficile dans la prise en charge d'un enfant² qui vous est confié, si nécessaire de vous orienter dans vos décisions, voire de vous rassurer.

L'astreinte est assurée à tour de rôle par un professionnel de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité (DGAS) connaissant les problématiques rencontrées par les familles d'accueil.

Cette astreinte fonctionne :

- en semaine de 17 h au lendemain matin 9 h,
- le week-end, du vendredi 17 h au lundi 9 h,
- les jours fériés et chômés, du jour n-1 à 17 h au jour n+1 à 9 h.

L'astreinte est exclusivement téléphonique, le professionnel d'astreinte ne se déplace pas. En revanche, quelle que soit la nature de l'appel, il rédige une fiche de liaison qu'il transmet au secrétariat de la Direction de l'enfance, de l'adolescence et de la famille (DEAF) dès la première heure ouvrable. La DEAF se charge d'en adresser une copie aux différents services concernés (service de l'aide sociale à l'enfance, inspection, service départemental de l'accueil familial...) pour qu'ils prennent en compte les difficultés que vous avez exprimées.

Après chaque sollicitation de l'astreinte, vous êtes également invité(e) dès l'ouverture des services de la Maison départementale des solidarités (MDS), à prévenir le référent de l'enfant qui vous est confié, ou son responsable en l'absence de ce travailleur social.

Pour vous aider à faire face aux situations d'urgence survenant en dehors des heures d'ouverture habituelles des services, ce guide a été rédigé à partir des appels reçus ces dernières années.

¹ - L'assistant familial constitue, avec les personnes résidant à son domicile, une famille d'accueil.

² - Pour faciliter la lecture, le terme « enfant » regroupe systématiquement les mineurs et, dans la majeure partie des situations, les majeurs de moins de 21 ans confiés à l'ASE.

Il propose une ligne de conduite pour chaque situation. Il identifie celles pour lesquelles il est indispensable ou recommandé d'appeler l'astreinte. Il vous invite à prendre certaines initiatives car toutes les situations ne nécessitent pas d'appeler le professionnel d'astreinte. Toutefois, si vous en éprouvez le besoin, vous pouvez contacter l'astreinte y compris dans les situations où il est mentionné « non » dans la colonne « appel ».

Il a également pour objectif d'harmoniser les réponses des professionnels d'astreinte, comme par exemple sur la problématique de la fugue. Est-ce une fugue ? Dans quel délai signaler la fugue aux forces de l'ordre ?... A titre indicatif, cette thématique mobilise en effet à elle seule près de 35 % des appels.

Ce guide constitue une première en Seine-et-Marne, voire en France. Sans prétendre recenser toutes les situations possibles, il se veut un outil apportant des réponses concrètes pour faciliter votre pratique professionnelle.

Ce guide a été rédigé par des professionnels de la Direction évaluation et prospective, du Service départemental de l'accueil familial, du Service de l'inspection, des MDS avec la collaboration d'assistants familiaux.



Comment lire ce guide

1^{re} colonne : le problème rencontré par l'assistant familial

2^e colonne : les recommandations d'action

3^e colonne : la saisine ou non de l'astreinte

Sigles :

ASE : aide sociale à l'enfance

CRIP : Cellule de recueil des informations préoccupantes

DEAF : Direction de l'enfance, de l'adolescence et de la famille

MDS : Maison départementale des solidarités

SDAF : Service départemental de l'accueil familial

SOMMAIRE



P 07	A - L'hébergement ou la visite chez les parents
07	1 - Avant l'hébergement ou la visite chez les parents
11	2 - Pendant l'hébergement ou la visite chez les parents
13	3 - Après l'hébergement ou la visite chez les parents
P 14	B - La fugue
15	1 - L'enfant a moins de 15 ans
16	2 - Le mineur a plus de 15 ans
17	3 - Indépendamment de l'âge du mineur
P 18	C - Le comportement de l'enfant
P 20	D - Les situations graves ou exceptionnelles
P 22	E - Les problèmes de transport
P 23	F - Les autorisations, les problèmes relatifs à la santé
P 25	G - Les enfants plus accueillis ou non confiés
P 26	H - Les problèmes personnels de l'assistant familial
P 27	I - Les problèmes posés par la famille de l'enfant
P 29	Annexes
29	1 - Contacts
30	2 - Documents de référence
31	3 - Les Maisons départementales des solidarités
32	4 - Les coordonnées du SDAF



A - L'hébergement ou la visite chez les parents

À savoir

Pour tous les enfants accueillis à votre domicile, vous devez être en possession d'un contrat d'accueil même pour les relais courts.

Le contrat d'accueil mentionne le statut de l'enfant, les droits de visite et d'hébergement des parents¹ ainsi que les modalités pratiques (lieu et heure de rendez-vous et qui fait les accompagnements).

A défaut de contrat, vous devez au minimum disposer de la fiche de renseignement et d'attestation d'accueil d'un enfant mineur à l'ASE. Cette fiche comporte notamment les modalités de rencontre parent(s)-enfant.

1 - Avant l'hébergement ou la visite chez les parents

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Il y a de fortes intempéries qui rendent les conditions de circulation très dangereuses.	Si le transport est trop dangereux compte tenu des conditions climatiques, je n'ai pas à assurer le transport des enfants jusqu'au point de rendez-vous. Toutefois, le droit d'hébergement ou de visite chez les parents n'est pas annulé. Ces derniers ont toujours la possibilité, s'ils le souhaitent, de venir chercher l'enfant par leurs propres moyens. Je préviens les parents. J'en informe le référent de l'enfant dès l'ouverture de la MDS.	Non

¹ - On entendra sous le terme « parents », « l'un des deux parents » ou « les deux parents ».

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
<p>Les parents disent qu'ils ne souhaitent pas accueillir leur enfant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ils me préviennent par téléphone (dans la mesure où mon numéro de téléphone a été communiqué aux parents) ; - je l'apprends en allant conduire l'enfant au lieu de rendez-vous. 	<p>Dans la mesure où je n'ai pas posé de congé, je suis en situation de travail et dois garder l'enfant. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.</p> <p>En cas d'impossibilité (ex. : congé et autres relais organisés sur le temps du droit d'hébergement ou de visite chez les parents), je dois appeler l'astreinte.</p> <p>Je peux préconiser des personnes relais ou ressources mentionnées dans le contrat d'accueil.</p>	<p>Selon situation</p>
<p>Les parents ne viennent pas chercher l'enfant à l'heure convenue et ne donnent pas de nouvelles.</p> <p>Et si je dois m'absenter ?</p>		
<p>Combien de temps dois-je attendre lorsque les parents ne sont pas à l'heure pour venir chercher l'enfant ?</p>	<p>Même si une certaine souplesse est nécessaire en fonction de la situation des parents, je n'attends pas plus de 30 mn (en fonction de la situation : âge de l'enfant, présence d'autres enfants pendant cette attente...), tout en cherchant à prendre contact avec les parents.</p> <p>Dans la mesure où j'ai pu joindre le parent au téléphone, ce délai peut être prolongé en fonction des informations communiquées par le parent.</p> <p>J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS afin que celui-ci reprenne ce dysfonctionnement avec les parents.</p>	<p>Non</p>
<p>Le(s) parents est (sont) absent(s) au lieu de rendez-vous pour accueillir l'enfant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seul est présent le compagnon ou la compagne ; - seul(s) est ou sont présent(s) le(s) frère(s) et/ou sœur(s) ; - une autre personne vient chercher l'enfant. 	<p>Je ne peux remettre l'enfant qu'à la personne ou aux personnes spécifiquement nommées sur l'autorisation mentionnée dans le contrat d'accueil.</p> <p>A défaut, je garde l'enfant.</p>	<p>Non</p>
<p>Les parents, à la suite d'un empêchement, préviennent qu'une personne non désignée dans le contrat viendra chercher leur enfant.</p>	<p>Lorsque les parents me communiquent cette information, je leur demande de remettre à cette personne non désignée au contrat (et cela sous réserve que celle-ci soit déjà identifiée par l'ASE dans l'accompagnement de l'enfant) une autorisation écrite signée de sa part autorisant cette personne à venir chercher l'enfant.</p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, je ne dois pas remettre l'enfant.</p> <p>En cas de difficulté, j'appelle l'astreinte.</p>	<p>Si besoin</p>

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Les parents m'appellent pour prévenir qu'ils ne peuvent pas venir chercher l'enfant à notre point de rendez-vous (panne de voiture...).	En priorité , je suggère aux parents de trouver une autre solution. Si les parents ne trouvent pas de solution et qu'ils actent l'annulation du droit d'hébergement ou de visite chez les parents, j'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS. Si les parents ne trouvent pas de solution et qu'ils manifestent leur désaccord quant à l'annulation du droit d'hébergement ou de visite chez les parents, j'appelle l'astreinte.	Si besoin
Les horaires du droit d'hébergement ou de visite chez les parents ne sont pas précisés dans les autorisations (ou seulement oralement).	Dans ce cas, il convient d'appliquer la base du calendrier précédent ou un droit d'hébergement ou de visite chez les parents au sein de la tranche suivante : du samedi 10 h au dimanche 18 h. A défaut d'un précédent calendrier : pas de droit d'hébergement ou de visite chez les parents. Si les parents sont très insistants, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
La MDS m'informe par téléphone d'une annulation d'autorisation de sortie ou d'hébergement préalablement accordée par écrit. Les parents viennent ou veulent tout de même prendre l'enfant.	Si je sais que les parents ont été prévenus de cette annulation, je ne peux pas remettre l'enfant. En cas de difficulté, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
En cas de désaccord entre la famille et moi sur l'heure ou le jour de retour.	Je me réfère au calendrier dont les parents disposent également.	Non
Les parents demandent à changer les horaires fixés tout en restant à l'intérieur des créneaux horaires : prendre l'enfant plus tard ou le ramener plus tôt.	Je peux accepter le changement d'horaire à condition de rester à l'intérieur du créneau horaire fixé dans l'autorisation.	Non

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
<p>Les parents demandent à changer les horaires fixés au-delà des créneaux horaires fixés : prendre l'enfant plus tôt ou le ramener plus tard.</p> <p>Les parents demandent une prolongation de l'hébergement.</p> <p>Les parents veulent emmener l'enfant en dehors des droits d'hébergement ou de visite chez les parents fixés par le juge ou définis par l'ASE.</p>	<p>Je ne peux pas l'accepter.</p> <p>Si les parents persistent dans leur demande, je saisis l'astreinte.</p> <p>Au préalable, je rappelle la nécessité de respecter le cadre posé par le service ASE et propose aux parents de revoir les horaires du droit d'hébergement ou de visite chez les parents avec la MDS.</p> <p>Je préviens le référent de l'enfant dès le 1^{er} jour ouvrable suivant.</p>	Selon situation
<p>Les parents viennent chercher l'enfant dans un état pouvant entraîner un danger pour lui (troubles du comportement, ébriété, toxicomanie...) pendant le transport ou pendant le droit d'hébergement ou de visite chez les parents.</p>	<p>Dans la mesure du possible, je ne dois pas laisser les parents emmener l'enfant. Je peux tenter de négocier avec eux l'annulation de l'hébergement ou de la visite en veillant à préserver au mieux l'enfant de cette situation (par exemple, en le faisant remonter dans mon véhicule...).</p> <p>En cas de difficulté, j'appelle l'astreinte.</p> <p>J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.</p> <p>Si les parents emmènent néanmoins l'enfant, j'appelle l'astreinte, voire les forces de l'ordre en donnant le maximum de renseignements (type de véhicule, n° d'immatriculation...).</p>	Selon situation
<p>L'enfant me dit qu'il ne veut pas aller en hébergement ou en visite chez ses parents.</p>	<p>J'indique à l'enfant que sa demande est entendue, mais je lui explique que je n'ai pas le droit de modifier de moi-même les modalités d'hébergement ou de visite et que je vais en parler à son référent.</p> <p>Néanmoins, j'essaie d'évaluer les motifs de l'enfant. En cas d'inquiétudes, j'appelle l'astreinte (si situation grave voir rubrique «situations graves ou exceptionnelles»).</p> <p>Je contacte le référent à l'ouverture de la MDS.</p>	Non
<p>L'enfant est malade au moment du départ en hébergement.</p>	<p>Selon les indications du médecin et après en avoir averti immédiatement le(s) parent(s), je garde ou non l'enfant.</p> <p>Pour garder l'enfant, je dois avoir un certificat médical précisant que l'état de santé de l'enfant nécessite qu'il reste au domicile et obtenu l'accord du ou des parents.</p> <p>J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.</p> <p>En cas d'opposition du parent et si je crains pour la santé de l'enfant, j'appelle l'astreinte.</p>	Selon situation

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant manifeste des troubles physiques ou psychologiques au moment du départ chez son ou ses parents (il se rend malade).	Le droit d'hébergement ou de visite chez les parents est maintenu. Je transmets mes observations au référent de préférence par mail, à défaut par téléphone, dès l'ouverture de la MDS.	Non
L'enfant fait des révélations de mauvais traitements (violences physiques, psychologiques ou sexuelles) se déroulant au domicile ou de la part de ses parents juste avant le départ en hébergement ou en visite.	Je dois appeler l'astreinte. Je note les propos de l'enfant en reprenant au maximum les termes qu'il a employés. Dès l'ouverture du service, j'adresse ces éléments au référent de l'enfant.	Oui
Avant le départ de l'enfant, je suis informé par une tierce personne d'un risque de danger pour l'enfant pendant le week-end chez ses parents.	Je ne peux pas décider de modifier l'hébergement. Je peux conseiller à la personne de transmettre elle-même ce risque de danger au commissariat, à la gendarmerie ou au 119. Si les éléments semblent graves, j'appelle l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Selon situation

2 - Pendant l'hébergement ou la visite chez les parents

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Pendant le droit de visite ou d'hébergement, un parent ou d'une tierce personne me fait part d'éléments préoccupants sur la manière dont se déroule ce droit.	J'encourage la personne à contacter elle-même le commissariat, la gendarmerie ou le 119. Si les éléments semblent graves, j'appelle l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Selon situation
Les parents ramènent l'enfant plus tôt que prévu.	J'accueille l'enfant et en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Les parents m'appellent pour que je vienne chercher l'enfant plus tôt que prévu parce que :		
- l'enfant est malade	Selon la situation, j'invite les parents à appeler le médecin ou à accompagner l'enfant aux urgences. En fonction de la situation et de la problématique de la famille, je peux proposer aux parents de me ramener l'enfant ou d'aller le rechercher sous réserve de ma disponibilité. J'avertis le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non
- ils ne supportent plus l'enfant	J'invite les parents à ramener l'enfant plus tôt au point de rendez-vous fixé dans le droit d'hébergement ou de visite chez les parents. J'avertis le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non
- il y a une situation de crise dans la famille	Je recommande aux parents de mettre l'enfant en sécurité. Je peux proposer aux parents de ramener l'enfant au point de rendez-vous. Si les parents ramènent l'enfant, j'en avertis le référent dès l'ouverture. Si les parents ne le ramènent pas, j'appelle l'astreinte et/ou les forces de l'ordre selon les éléments décrits de la situation de crise.	Selon situation
L'enfant m'appelle pour que je vienne le récupérer parce que :		
- il s'ennuie et veut rentrer	J'indique à l'enfant que sa demande est entendue, mais lui explique que je n'ai pas le droit de modifier les modalités d'hébergement ou de visite et l'encourage à attendre la fin du droit d'hébergement ou de visite chez les parents. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non
- il y a une situation de crise dans la famille (violence dans le couple, violence du père ou de la mère...)	Je recommande à l'enfant de se mettre en sécurité et appelle l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
- il y a une situation de crise dans la famille (violence dans le couple, violence du père ou de la mère...) mais je suis en congés	Je recommande à l'enfant de se mettre en sécurité, j'appelle l'astreinte et lui donne les coordonnées de l'assistant familial relais.	Oui
L'enfant quitte le domicile familial et rentre chez moi sans autorisation de ses parents : - il donne des explications (parents ivres...) - il refuse de donner des explications	Je garde l'enfant et préviens les parents de son retour à mon domicile. Si les parents se présentent chez moi pour reprendre l'enfant et que j'ai des craintes pour sa sécurité, je tente de négocier avec les parents l'annulation de l'hébergement. J'avertis le référent dès l'ouverture de la MDS. Si les parents ne sont pas d'accord pour l'annulation de l'hébergement, j'appelle l'astreinte.	Selon situation

3 - Après l'hébergement ou la visite chez les parents

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Les parents m'appellent pour que j'assure le transport de retour de l'enfant à l'issue du droit d'hébergement ou de visite : <ul style="list-style-type: none"> - de leur domicile jusque chez moi - d'un autre lieu que leur domicile (famille, autre département limitrophe...) 	J'analyse les difficultés particulières qui les empêchent d'assurer le transport de retour. Je les invite à trouver une autre solution. Si la difficulté est exceptionnelle ou à la marge, je peux aller chercher l'enfant sous réserve de ma disponibilité. J'en informe le référent dès ouverture de la MDS. En cas de difficulté, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
Les parents ne ramènent pas l'enfant après le droit d'hébergement ou de visite chez eux :		
- ils ne me préviennent pas	J'attends entre 15 à 30 mn (en fonction de la situation : âge de l'enfant, présence d'autres enfants pendant cette attente...) sur le lieu de rendez-vous tout en essayant de contacter les parents. Si les parents ne sont pas joignables ou s'ils restent sur leur position, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
- ils me préviennent et disent vouloir garder l'enfant	Par principe, l'enfant ne doit pas rester chez ses parents au-delà du cadre fixé. Dans le cadre d'un accueil provisoire, je ne peux pas m'opposer au fait que les parents gardent l'enfant, toutefois je les informe que cette situation sera portée à la connaissance du service. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS. Si je crains pour la sécurité de l'enfant, j'appelle l'astreinte. Dans le cadre d'un accueil judiciaire, si les parents restent sur leur position, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
- ils ont un certificat médical demandant le maintien au domicile pour raisons de santé	J'en avertis l'astreinte en donnant des éléments sur le contexte familial. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
L'enfant revient d'un droit d'hébergement ou de visite chez les parents avec des marques sur le corps	Je tente d'avoir des explications de l'enfant (attention : sans démarrer une enquête). J'appelle l'astreinte et me réfère à sa position prise au regard des marques de violences que j'ai constatées et de la douleur exprimée par l'enfant. Le cas échéant, l'astreinte pourra demander que l'enfant soit emmené aux urgences pour obtenir un certificat médical descriptif sans délai. Je rédige une note descriptive et je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
L'enfant revient d'un droit d'hébergement avec un comportement ou des propos qui font suspecter des mauvais traitements ou des abus sexuels.	J'appelle l'astreinte. Je mets en note l'observation et les propos de l'enfant et en informe la MDS dès son ouverture.	Oui

B - La fugue

À savoir

Le terme de «fugue» n'est pas défini par la loi. Toutefois, un groupe de travail réuni en 2004 à l'initiative du Ministère de la Justice a défini la fugue comme suit :

La fugue est le fait pour le mineur de s'absenter d'un lieu où il est censé se trouver, et plus spécifiquement de se soustraire à l'autorité de son représentant légal ou de son gardien (parents, institution...).

Cette définition se déduit de la conjugaison des articles 108-2 et 371-3 du code civil qui disposent que «le mineur non émancipé est domicilié chez ses père et mère et qu'il ne peut sans permission des père et mère quitter la maison familiale».

Si la fugue n'existe pas en tant que telle au regard de la loi, elle est cependant largement présente dans le droit : le fait de ne pas déclarer la fugue peut entraîner leur responsabilité pénale, au travers notamment de l'article 434-4-1 du Code pénal qui condamne la non-déclaration de la disparition d'**un mineur de moins de 15 ans** en vue de retarder les recherches.

Ces éléments ne permettent pas de caractériser la fugue. Cependant, on peut retenir qu'une fugue comporte les éléments suivants :

- être mineur,
- partir à l'encontre de la volonté de l'assistant familial,
- et pour les plus de 15 ans, passer à l'acte (au moins une nuit en dehors du domicile).

Pour toute fugue, il est important de recueillir les informations suivantes :

- **l'âge du mineur (notamment s'il a moins de 15 ans ou plus de 15 ans)**
- **son statut (accueil provisoire, ordonnance provisoire de placement, délégation d'autorité parentale, pupille...)**
- **est-ce une première fugue ? Une déclaration de fugue est-elle toujours active ?**
- **est-ce que l'enfant présente un handicap ou une situation de vulnérabilité (diabète important, grossesse...)**
- **a-t-il été possible de prendre contact avec l'enfant ou sa famille ?**
- **l'assistant familial sait-il où est l'enfant ? A-t-il les coordonnées téléphoniques de ces personnes ou de ses amis ?**
- **les parents ou d'autres membres de la famille ont-ils des droits d'hébergement ?**
- **existe-t-il des éléments qui pourraient expliquer la fugue (refus de sortie...) ?**
- **à quelle heure devait rentrer l'enfant ?**

Dans la mesure du possible, il est important que vous mainteniez le contact téléphonique avec l'enfant.

1 - L'enfant a moins de 15 ans

ou le mineur a plus de 15 ans et il est porteur d'un handicap ou est dans une situation de vulnérabilité (diabète important ou non stabilisé, grossesse...)

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant est chez ses parents qui ont un droit d'hébergement ou l'enfant est sous le statut d'accueil provisoire.	Je peux essayer de négocier avec le ou les parents le retour de l'enfant à un point de rendez-vous. Je peux les informer que je vais appeler l'astreinte. En fonction du contexte, je peux déposer une main courante de non restitution d'enfant ou contacter l'astreinte pour analyser et valider une prolongation exceptionnelle de l'accueil ou pour rechercher une autre solution. Si le jeune présente un handicap ou une vulnérabilité, j'appelle l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
L'enfant est chez ses parents qui n'ont pas de droit d'hébergement.	Je peux essayer de négocier avec le ou les parents le retour de l'enfant ou je contacte l'astreinte pour que le cadre d'astreinte essaye lui-même de négocier le retour de l'enfant. Si le jeune présente un handicap ou une vulnérabilité, j'appelle l'astreinte. À défaut de solution, je fais une déclaration de fugue en précisant le lieu potentiel où se trouverait l'enfant (si je ne peux pas me déplacer avant le lendemain matin, je téléphone immédiatement aux forces de l'ordre). J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
L'enfant n'est pas chez ses parents mais je sais où il se trouve.	Je peux essayer de négocier avec l'enfant son retour faute de quoi je l'informe que je suis obligé de le déclarer en fugue. Si besoin ou si le jeune présente un handicap ou une vulnérabilité, j'appelle l'astreinte. A défaut de solution, je fais une déclaration de fugue en précisant le lieu potentiel où se trouverait l'enfant (si je ne peux pas me déplacer avant le lendemain matin, je téléphone immédiatement aux forces de l'ordre). Je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
Je ne sais pas où se trouve l'enfant (il n'est pas rentré de l'école, du centre aéré, de son activité sportive.... à l'heure convenue) ou La disparition du mineur est inquiétante.	Je déclare l'absence le plus rapidement possible aux forces de l'ordre. Si je ne peux pas me déplacer avant le lendemain matin, je téléphone immédiatement aux forces de l'ordre. Je contacte l'astreinte.	Oui

2 - Le mineur a plus de 15 ans

Si le mineur est coutumier des fugues, il est conseillé de maintenir une déclaration de fugue de manière permanente.

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Le mineur est chez ses parents. Ces derniers ont un droit d'hébergement ou le mineur est sous le statut d'accueil provisoire.	J'en informe le service dès l'ouverture pour que le référent reprenne la situation (non-respect du calendrier).	Si besoin
Le mineur est chez ses parents et ils n'ont pas de droit d'hébergement.	Je peux essayer de négocier avec le mineur son retour faute de quoi je l'informe que je suis obligé de le déclarer en fugue. Si la déclaration de fugue est en vigueur, je peux contacter le commissariat pour l'informer que le mineur est au domicile de ses parents. Je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
Le mineur n'est pas chez ses parents mais je sais où il se trouve.	Je peux essayer de négocier avec le mineur son retour, faute de quoi je l'informe que je suis obligé de le déclarer en fugue et que le juge des enfants et/ou l'inspecteur de l'ASE en seront informés. Je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
Je ne sais pas où se trouve le mineur.	Si le mineur n'est pas déjà déclaré en fugue, je fais une déclaration de fugue le plus rapidement possible. Si je ne peux pas me déplacer, je téléphone immédiatement aux forces de l'ordre. Je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
Les parents me préviennent que le mineur n'est pas arrivé chez eux comme prévu ou qu'il a fugué de chez eux.	J'incite les parents à faire des recherches et le cas échéant à faire une déclaration de fugue. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non

3 - Indépendamment de l'âge du mineur

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant fugue de chez ses parents et est ramené chez moi par le commissariat.	Je garde l'enfant. Je peux en informer les parents ou contacter l'astreinte pour qu'elle prévienne les parents. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
L'enfant fugue de son établissement où il devait rester ce week-end pour revenir chez moi.	Je garde l'enfant et appelle l'établissement. Je prévien le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non
L'enfant a été récupéré par le commissariat suite à une fugue et : <ul style="list-style-type: none"> - ne veut pas retourner chez moi, - ou les parents ne veulent pas qu'il retourne chez le même assistant familial, - ou le policier conseille un autre type d'accueil 	J'appelle l'astreinte.	Oui

C - Le comportement de l'enfant

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant est en crise, agressif, violent, menaçant (vis-à-vis de moi, de mes enfants, des autres enfants accueillis...), cherche l'affrontement...	Selon le degré de violence ou d'agressivité, j'appelle les secours, puis l'astreinte. Quel que soit le degré du problème, j'en informe le référent et le correspondant SDAF dès ouverture des services.	Oui
Je demande la réorientation de l'enfant suite à une importante crise de sa part ou à son comportement très difficile (violence, menaces, vol chez moi...).	J'appelle l'astreinte. Dans la mesure où cette demande peut être anticipée, je dois faire cette demande au référent de l'enfant, en lien avec le correspondant SDAF.	Oui
Il y a une bagarre entre les enfants accueillis et nécessité de les séparer d'urgence.	J'appelle les forces de l'ordre, puis l'astreinte.	Oui
L'enfant blesse un autre enfant du confié à l'ASE.	Je préviens les secours. Je prends en charge l'enfant blessé pour les soins et si je n'ai pas de relais familiaux pour l'autre enfant, j'appelle l'astreinte pour organiser le relais.	Oui
L'enfant agresse et blesse un autre enfant confié à l'ASE.	J'appelle les secours pour les deux enfants. Je prends en charge l'enfant blessé pour les soins et appelle l'astreinte pour analyser la situation de l'enfant en crise.	Oui
L'enfant me blesse, ou blesse mon conjoint ou quelqu'un de mon entourage.	Je préviens les secours et appelle l'astreinte. Je fais un dépôt de plainte et rédige une fiche incident.	Oui
L'enfant a agressé sexuellement un autre enfant confié à l'ASE, un de mes enfants ou de mon entourage.	J'appelle l'astreinte. Je dois rédiger une information préoccupante. S'il s'agit de mon enfant ou de l'entourage, je fais un dépôt de plainte.	Oui
Le jeune revient très alcoolisé, drogué...	S'il est possible d'attendre l'ouverture de la MDS, j'étudie la situation avec le référent du jeune. Si la situation est ou devient difficile, j'appelle les secours. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Si besoin
L'enfant refuse de revenir ou de rentrer chez moi : je n'arrive pas à le convaincre.	Je lui rappelle le cadre fixé par le service. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS. Si besoin d'un échange immédiat, j'appelle l'astreinte.	Si besoin

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant refuse de rentrer chez moi : il est au commissariat de police suite à une fugue, il est à l'hôpital suite à une crise...	Si je ne parviens pas à convaincre le jeune, j'appelle l'astreinte.	Oui
L'enfant vole des affaires à ma famille, aux autres enfants...	Je fais le lien avec le référent et le correspondant SDAF pour prendre les mesures nécessaires.	Non
L'enfant pose des problèmes à mes enfants et je suis en difficulté pour les réguler.	Dans la mesure du possible, je priorise le lien avec le référent et le correspondant SDAF, sinon j'appelle l'astreinte.	Si besoin
Je découvre que l'enfant a commis un vol grave menaçant sa sécurité et celle d'autrui (ex. : vol des clés de ma voiture...)	Je fais une déclaration à la gendarmerie ou au commissariat. J'appelle l'astreinte et fais le lien avec le correspondant SDAF.	Oui

D - Les situations graves ou exceptionnelles

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant fait des révélations d'un problème grave touchant la sexualité (viol, inceste, attouchements sexuels)	J'appelle l'astreinte. J'informe le référent dès l'ouverture de la MDS et lui transfère un compte-rendu écrit.	Oui
L'enfant et moi sommes convoqués à la gendarmerie sans que le service puisse être prévenu	J'appelle l'astreinte. Je me rends au rendez-vous. Je veille à faire noter sur le procès-verbal mon adresse professionnelle (<i>Département de Seine-et-Marne - Hôtel du Département - CS 50377 - 77010 Melun cedex</i>) et non pas mon adresse personnelle. Je peux signer le procès-verbal d'audition d'un mineur (<i>cf actes usuels n°19 p.9</i>) en mentionnant ma fonction à savoir «famille d'accueil». Sauf contre-indication des forces de l'ordre, je peux en informer les parents ou contacter l'astreinte pour que cette dernière en informe les parents. Si le mineur est mis en garde à vue ou sort de garde à vue et que son retour à mon domicile soit contre-indiqué, j'appelle l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
L'enfant est victime d'un enlèvement ou d'une tentative d'enlèvement	J'appelle le commissariat ou la gendarmerie. J'appelle l'astreinte.	Oui

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Les parents sont hospitalisés en urgence. Est-il possible d'emmener l'enfant leur rendre visite ?		
- c'est le jour du droit de visite prévu par le service pour les parents	<p>Je peux emmener l'enfant rendre visite à son parent hospitalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans la mesure où je suis d'accord et en mesure de le faire, - sous réserve que l'enfant le souhaite, - en fonction de l'état de santé du ou des parents (après contact avec l'équipe médicale) <p>Je prends soin de préparer l'enfant à cette visite.</p>	Selon situation
- ce n'est pas le jour du droit de visite	J'appelle l'astreinte après avoir pris toutes les informations nécessaires (souhait et accord de l'enfant, état de santé du ou des parents après contact avec l'équipe médicale) pour définir si l'enfant peut voir son parent en tenant compte de son âge et en prenant soin de préparer l'enfant.	Oui
- le parent n'a pas de droit d'hébergement ou de visite	Non, je ne peux pas prendre cette décision. Je dois appeler le référent dès l'ouverture de la MDS.	Non
L'hôpital m'appelle pour demander d'accompagner l'enfant au chevet de son parent mourant.	Je dois appeler l'astreinte. En fonction des échanges avec le cadre d'astreinte, je peux annoncer le décès à l'enfant.	Oui
L'enfant est chez moi et j'apprends le décès du parent de l'enfant.	Je dois appeler l'astreinte. En fonction des échanges avec l'astreinte, je peux annoncer le décès à l'enfant.	Oui
L'enfant est chez moi, j'apprends le décès du parent de l'enfant et l'autre parent souhaite venir annoncer lui-même le décès.	Je dois appeler l'astreinte. Je ne peux pas autoriser de moi-même le parent à venir l'annoncer, mais je peux indiquer au parent qu'il pourra le faire lui-même dès l'ouverture de la MDS en présence du référent de l'enfant.	Oui
L'enfant décède.	Je dois appeler les secours (SAMU ou pompiers). Si le décès est dû à des circonstances particulières (suicide, accident...), il faut aussi appeler la police ou la gendarmerie. Dans tous les cas, j'appelle l'astreinte.	Oui

E - Les problèmes de transport

À savoir

Les assistants familiaux accueillant un enfant dans le cadre du dispositif d'urgence n'ont pas l'obligation d'aller chercher cet enfant lors de son accueil ou lorsqu'il est en fugue : ils appellent l'astreinte. Ils doivent toutefois assurer les déplacements liés aux urgences médicales et/ou aux urgences judiciaires.

Sauf situation exceptionnelle, vous avez l'obligation d'aller chercher l'enfant accueilli en dehors du dispositif d'urgence.

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Le commissariat me demande de venir récupérer l'enfant mais je ne peux pas aller le chercher (pas de voiture, autres enfants seuls au domicile...).	J'appelle l'astreinte.	Oui
Le commissariat me demande de venir récupérer l'enfant que j'accueille, mais le commissariat est loin de mon domicile (Paris, province...).	Si je suis dans l'impossibilité de me déplacer ou si la distance est trop importante, j'appelle l'astreinte.	Oui
L'enfant est seul car ses parents sont en garde à vue, mais je ne peux pas aller le chercher.	J'appelle l'astreinte.	Oui

F - Les autorisations, les problèmes relatifs à la santé

À savoir

Vous devez être en possession d'un contrat d'accueil pour tous les enfants accueillis à leur domicile même pour les relais courts. Ce contrat précise notamment le rôle de la famille d'accueil et celui du service à l'égard de l'enfant et de sa famille. A défaut de contrat, vous devez au minimum disposer de la fiche de renseignements et d'attestation de l'accueil d'un enfant mineur à l'ASE.

Concernant les autorisations, le « référentiel sur les actes usuels et non usuels relatif à l'autorité parentale dans le cadre de l'accueil d'un enfant à l'ASE », paru en décembre 2013, permet d'apprécier et de faire la distinction entre les actes usuels ou non usuels relatifs à la vie quotidienne de l'enfant, dans les domaines de la scolarité, des activités extrascolaires, de la santé, de diverses activités.

Certains actes sont cependant difficiles à qualifier ou questionnent régulièrement.

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Je reçois un appel du commissariat annulant une autorisation d'hébergement ou de visite en lien avec une enquête en cours.	Si les parents se présentent, je dois appeler prioritairement le commissariat puis l'astreinte.	Oui
Je reçois, après la fermeture des bureaux, une demande d'autorisation de sortie ou de voyage scolaire prévu prochainement.	Je me réfère aux « actes usuels » (je ne peux pas signer ce type d'autorisation à la place des parents). J'en informe le service dès l'ouverture.	Non
Je décide en dernière minute une sortie en week-end.	Je dois veiller à anticiper les demandes. Je peux emmener l'enfant à condition de respecter les modalités de visite ou d'hébergement de l'enfant dans sa famille.	Non
L'enfant souhaite aller à un goûter d'anniversaire.	Sous réserve des garanties nécessaires (cf. actes usuels «activités extrascolaires de l'enfant»), je peux, sous ma responsabilité, autoriser cette sortie.	Non
L'enfant souhaite aller dormir chez un camarade ou chez quelqu'un de mon entourage.	Sous réserve des garanties nécessaires (cf. actes usuels «activités extrascolaires de l'enfant»), je peux, sous ma responsabilité, autoriser cette sortie.	Non

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
L'enfant est revenu chez moi (sa famille d'accueil habituelle) alors qu'il était en accueil relais.	Je préviens la famille relais. Je fais le point avec le référent dès l'ouverture de la MDS. Si je suis en congé annuel, l'enfant doit retourner dans la famille relais. En cas de refus, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
L'enfant ne veut pas retourner chez sa famille d'accueil habituelle, il veut rester chez moi (sa famille d'accueil relais).	Je tente de convaincre l'enfant de retourner chez sa famille habituelle. Si l'enfant reste sur sa position, j'appelle l'astreinte. Je préviens la famille d'accueil habituelle. Je fais le point avec le référent dès l'ouverture de la MDS.	Selon situation
L'hôpital demande un accord écrit pour hospitaliser l'enfant ou pour le garder à l'hôpital (ex. : après une tentative de suicide). Dans le cas où l'ASE n'a encore rien remis à l'assistant familial.	<i>Cf : Actes usuels, annexe 7 «autorisation parentale spécifique d'hospitaliser»</i> À défaut d'autorisation parentale d'hospitaliser, je me munis de la fiche de renseignements ou de l'attestation d'accueil de l'enfant. En cas de problème, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
L'enfant doit subir une intervention chirurgicale en urgence. Le chirurgien refuse d'opérer l'enfant car je n'ai pas l'autorisation d'opérer.	<i>Cf : Actes usuels, annexe 8 «autorisation parentale spécifique d'opérer»</i> L'autorisation d'opérer appartient aux personnes détentrices de l'autorité parentale. En aucun cas, je ne peux la délivrer. La loi impose au médecin d'agir quand la vie de l'enfant ou sa santé sont menacées (articles L.111-5 et R.1112-35 alinéa 4 du code de la santé publique). Si ce rappel des obligations de l'hôpital ne suffit pas, j'appelle l'astreinte et je peux donner les coordonnées des parents.	Selon situation
L'hôpital refuse de me rendre l'enfant sans autorisation du service ASE après l'hospitalisation.	Je dois présenter le contrat d'accueil ou l'attestation d'accueil et ma carte professionnelle. Si l'hôpital persiste dans son refus, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
Pendant l'hospitalisation, malgré les informations que j'ai communiquées, le personnel autorise les parents à voir leur enfant alors qu'ils n'ont aucun droit de visite.	Dès l'hospitalisation, j'informe l'hôpital de l'absence de droit de visite des parents. L'hôpital n'est pas habilité à autoriser les parents à voir leur enfant. J'appelle l'astreinte et j'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
L'enfant a un grave problème de santé (maladie, tentative de suicide, blessure intentionnelle...) durant le week-end ou la nuit. Il doit être conduit aux urgences.	Selon le cas, j'appelle le médecin traitant ou en cas d'urgence les secours (SAMU ou pompiers). Dans la mesure où ces derniers me demanderaient de transporter l'enfant à l'hôpital et que la situation pourrait être problématique pendant le transport en raison de l'état de l'enfant, il est recommandé d'indiquer aux services de secours que l'état de santé de l'enfant est trop préoccupant pour être transporté. J'appelle l'astreinte.	Oui
Hospitalisation en urgence.	J'accompagne l'enfant ou le jeune au centre hospitalier le plus proche. J'assure cet accompagnement, seulement si l'enfant est transportable, sinon j'appelle les secours. Je me munis des documents dont je dispose. J'appelle l'astreinte qui préviendra les parents et définira avec eux les modalités de visite de leur enfant à l'hôpital.	Oui

G - Les enfants plus accueillis ou non confiés

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Je n'accueille plus l'enfant mais je suis contacté par le commissariat suite à son retour de fugue. Le commissariat me demande de venir le récupérer, qu'il soit retrouvé près ou loin de mon domicile.	Je ne dois pas récupérer l'enfant. J'explique la situation. Si le commissariat est insistant, j'appelle l'astreinte.	Selon situation
Je n'accueille plus l'enfant mais ce dernier revient chez moi.	Si je sais que le jeune n'est plus confié à l'ASE, je peux ou non accueillir cet enfant et en ce sens je n'engage que ma responsabilité personnelle. J'informe le commissariat que l'enfant s'est présenté à mon domicile et qu'il ne veut pas partir. Si l'enfant est confié à l'ASE, je l'accueille mais appelle sans délai l'astreinte.	Selon situation
Je n'accueille plus l'enfant car il a été restitué à ses parents mais ces derniers me demandent de le reprendre.	Je ne peux pas l'accueillir. J'invite les parents à joindre la MDS dès son ouverture. J'en informe la MDS dès l'ouverture.	Non
L'enfant ne m'est plus confié mais je suis sollicité par l'hôpital pour venir le raisonner car il est en crise.	Je ne peux pas intervenir à titre professionnel pour un enfant qui ne m'est plus confié.	Non
Je suis témoin de maltraitance ou de négligence sur un enfant que je n'accueille pas.	Comme tout citoyen, je signale immédiatement cette situation à la gendarmerie ou au commissariat ou au 119.	Non
Un parent ou un enfant me révèle des abus sexuels ou de la maltraitance commis par la famille, un ami de la famille... sur un enfant qui ne m'est pas confié.	S'il s'agit d'une révélation d'un adulte, je l'invite à transmettre lui-même son signalement aux forces de l'ordre ou au 119. S'il s'agit d'un enfant, j'en informe le 119. J'en informe la MDS dès son ouverture pour que cette dernière puisse anticiper une éventuelle saisine.	Non
Des parents me demandent lors d'un week-end de venir chercher la sœur ou le frère de l'enfant qui m'est confié pour qu'ils se voient.	Je ne peux pas répondre à cette demande. Je peux inviter les parents à se rapprocher du service pour que des rencontres soient organisées. Je peux être force de proposition pour faciliter la rencontre de la fratrie.	Non
J'ai connaissance de la situation d'une jeune (non confiée à l'ASE) avec un bébé mise à la porte de chez ses parents.	Comme tout citoyen, j'appelle le commissariat ou la gendarmerie.	Non

H - Les problèmes personnels de l'assistant familial

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Je suis malade ou je dois être hospitalisé d'urgence.	<p>J'appelle l'astreinte. Je peux préconiser des personnes relais ou ressources mentionnées au contrat d'accueil.</p>	Oui
Mon conjoint ou l'un de mes enfants doit être hospitalisé d'urgence.		Oui
Un membre de ma famille a un accident.		Oui
Il y a une situation de crise dans ma famille.		Oui
L'enfant refuse de partir en vacances avec moi à la dernière minute.	J'appelle l'astreinte pour organiser l'accueil de l'enfant dans un autre lieu (je peux préconiser des personnes relais ou ressources mentionnées au contrat d'accueil).	Non

I - Les problèmes posés par la famille de l'enfant

Problème	Ce que je peux ou dois faire	Appel
Je suis harcelé au téléphone par les parents.	Je tente de calmer les parents. A noter que je n'ai aucune obligation de répondre aux parents «harcelants». Si ma sécurité est menacée, j'appelle le commissariat ou la gendarmerie et je peux appeler l'astreinte. Je contacte le référent dès l'ouverture de la MDS et je rédige une fiche incident pour le SDAF.	Si besoin
Je suis victime de dégradations volontaires dans mon domicile ou sur ma voiture.	Je dépose plainte auprès du commissariat ou de la gendarmerie. La MDS peut me soutenir dans cette démarche dès son ouverture. Je rédige une fiche incident et je me mets en lien avec le correspondant SDAF dès l'ouverture du service pour la déclaration de sinistre.	Non
Je fais l'objet de menaces de la part des parents ou d'un frère ou d'une sœur de l'enfant.	Je dépose une main courante ou une plainte auprès du commissariat ou de la gendarmerie. La MDS peut me soutenir dans cette démarche dès l'ouverture du service. Je rédige une fiche incident et je me mets en lien avec le correspondant SDAF dès l'ouverture du service.	Non
Les parents sont privés du droit de visite et se présentent à mon domicile.	Dans la mesure où les droits de visite ne sont pas autorisés par le juge des enfants, je dois répondre aux parents que je ne suis pas habilité à leur remettre l'enfant ni à prendre la décision du droit de visite et que ce n'est pas dans l'intérêt de l'enfant. Si la situation s'envenime, je veille à préserver l'enfant de cette situation et préviens les forces de l'ordre puis l'astreinte. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS.	Oui
Les parents restent autour de la maison en dehors des heures de visite.	Si ma sécurité ou celle de l'enfant est menacée, je préviens le commissariat ou la gendarmerie. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS et je rédige une fiche incident pour le SDAF.	Non
Les parents téléphonent à leur enfant à mon domicile et leurs propos sont menaçants envers l'enfant.	J'interviens auprès des parents pour leur demander d'écourter la communication si elle trouble l'enfant. J'en informe le référent dès l'ouverture de la MDS et je rédige une fiche incident pour le SDAF.	Non

ANNEXE 1 - Contacts

• Numéro téléphonique de l'astreinte : 0800 770 009

Rappel des horaires de l'astreinte :

en semaine de 17 h à 9 h, les week-ends, les jours fériés et chômés.

Ce numéro vous est strictement réservé. A l'exception de votre conjoint et de vos relais validés dans le contrat d'accueil de l'enfant, il ne doit en aucun cas être communiqué, ni aux forces de l'ordre, ni aux parents.

Dans la mesure où vous souhaiteriez que le professionnel d'astreinte vous rappelle, il est impératif de lui laisser un message avec vos coordonnées (nom et numéro de téléphone). En effet, tous les appels vers ce numéro transitent par la Direction générale adjointe de la solidarité et, de ce fait, apparaissent systématiquement en numéro masqué sur le portable de l'astreinte.

• Organismes de secours :

- le SAMU : 15
- les pompiers : 18
- le commissariat de police ou la gendarmerie : 17

• Numéros verts :

- Allo enfance maltraitée : 119
- Hébergement d'urgence : 115

• En dehors des horaires de l'astreinte :

- les Maisons départementales des solidarités (voir coordonnées en annexe 3)
- le travailleur social référent de l'enfant
- le Service départemental de l'accueil familial (SDAF) :
 - mail du SDAF : sdaf@departement77.fr
 - secrétariat : 01 64 14 77 42 - mail : nora.custodio@departement77.fr
ou 01 64 14 77 11 - mail : karine.broggio@departement77.fr
 - votre correspondant au SDAF (voir coordonnées en annexe 4)
- la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) : 01 64 14 77 38

ANNEXE 2 - Documents de référence

En complément de ce guide, des documents à l'usage des professionnels de l'ASE de Seine-et-Marne sont accessibles sur Sésame :

- le référentiel des actes usuels et non usuels
- le référentiel des visites en présence d'un tiers
- le guide comment agir quand la situation d'un enfant me pose question ?
- le protocole de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes
- le règlement départemental de l'aide sociale
- etc...

Pour accéder à ces documents de référence, rendez-vous sur Sésame :
<https://sesame.cg77.fr> (voir l'accès à Sésame ci-dessous)

Sur Sésame, cliquez sur :

- ESPACE METIERS
 - PRATIQUES SOCIALES ET MEDICO-SOCIALES
 - Ressources enfance adolescence famille.

SÉSAME

Accéder à Sésame, l'intranet des agents départementaux

<https://sesame.departement77.fr>

Saisissez votre matricule (AXXXXX) et votre mot de passe.

MESSAGERIE

Accéder à vos mails professionnels

depuis n'importe quel ordinateur connecté à internet.

<https://mail.departement77.fr/owa>

Identifiant : votre adresse mail (prenom.nom@departement77.fr)

et votre mot de passe habituel.

POUR TOUTE QUESTION :

l'assistance téléphonique de la DSI

Toute l'équipe de l'assistance informatique est à votre disposition pour toute question

(connexion, mot de passe, etc.) au **01 64 14 74 47**

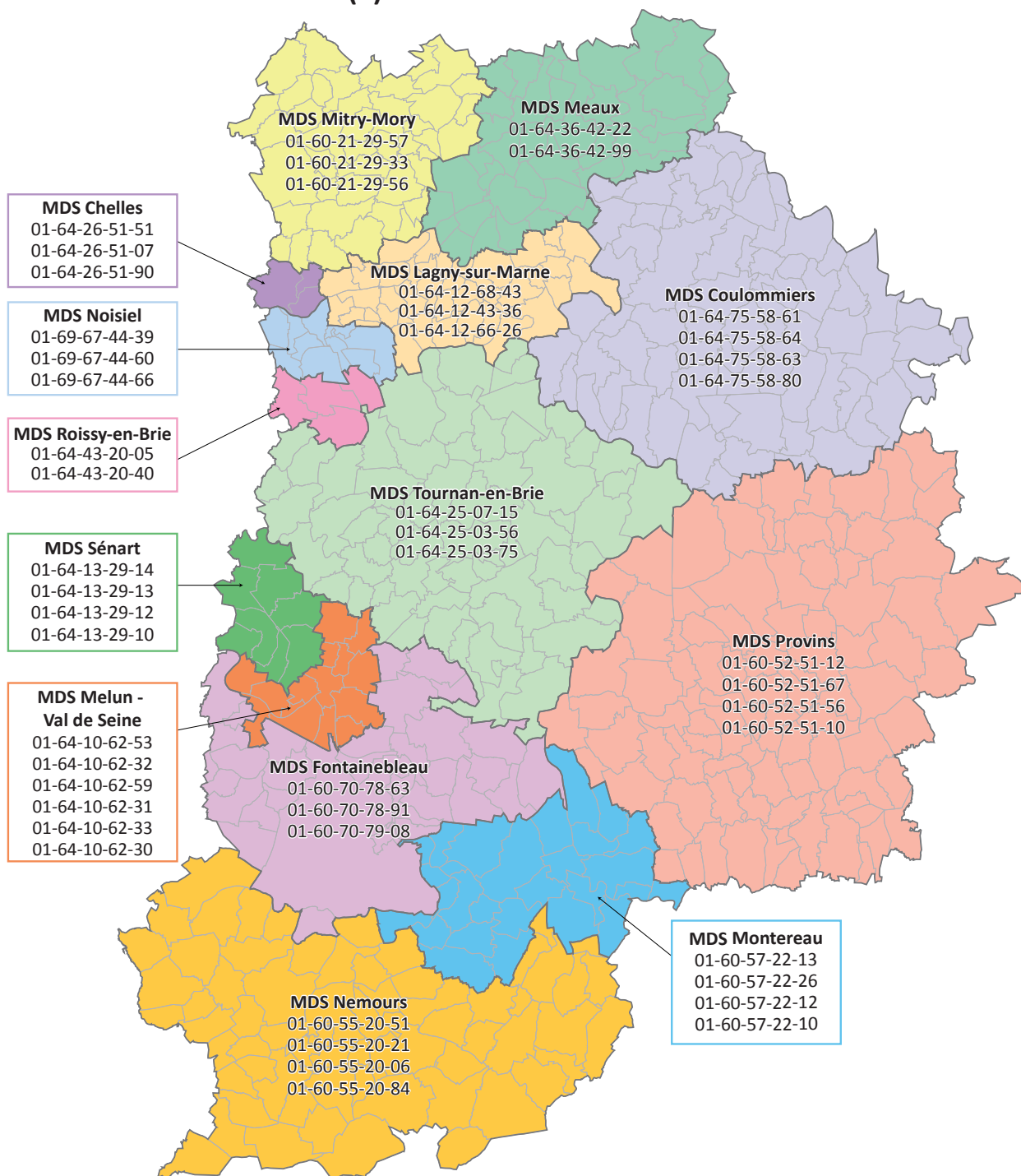
de 8 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi.

N'hésitez pas à la contacter.

ANNEXE 3

Les Maisons départementales des solidarités

Territoires des Maisons départementales des solidarités
Coordonnées des assistant(e)s ASE



Cartographie : Département de Seine-et-Marne - 2016
SDCIG - DGAS / Observatoire Départemental des Solidarités
Source : D77 / DGAS / DPEAF



© D77 - 2016

ANNEXE 4

Les coordonnées du Service départemental de l'accueil familial (SDAF)

Chef de service :

Myriam JAQUIN 01 64 14 60 39
myriam.jacquin@departement77.fr

Chef de service adjoint :

Sophie MOREAU 01 64 14 77 49
sophie.moreau@departement77.fr

Assistantes :

Nora CUSTODIO 01 64 14 77 42
nora.custodio@departement77.fr

Karine BROGGIO 01 64 14 77 11
karine.broggio@departement77.fr

Correspondants :

Tristan BRAYAT 01 64 14 75 86
tristan.brayat@departement77.fr
MDS de Sénart
MDS de Provins (A-Leclerc)

Sylvie BOULAND 01 64 14 72 53
sylvie.boulанд@departement77.fr
MDS Chelles
MDS Meaux

Christine CANCIAN 01 64 14 75 85
christine.cancian@departement77.fr
MDS de Melun Val-de-Seine
MDS de Provins (Le Fur-Z)

Monia DESVERGÉS 01 64 14 79 52
monia.desverges@departement77.fr
MDS de Mitry-Mory
MDS Noisiel

Nathalie PERIN 01 64 14 75 79
nathalie.perin@departement77.fr
MDS de Fontainebleau
MDS de Montereau (A-O)

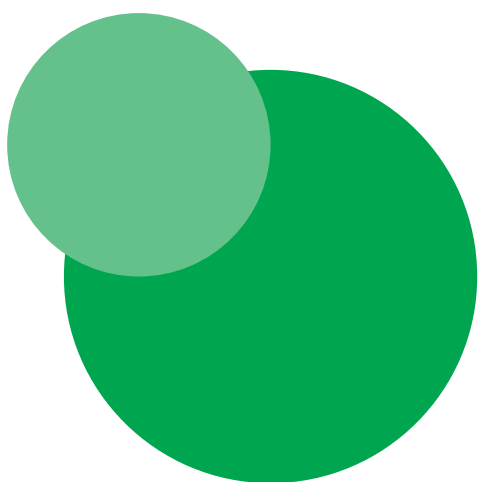
Isabelle CASTETS 01 64 14 79 07
isabelle.castets@departement77.fr
MDS de Coulommiers

Cynthia GESBAUD 01 64 14 75 71
cynthia.gesbaud@departement77.fr
MDS de Nemours
MDS de Montereau (P-Z)

Annie WONE 01 64 14 79 08
annie.wone@departement77.fr
MDS de Lagny-sur-Marne
MDS de Roissy
MDS de Tournan

NOTES :

NOTES :



**Département de Seine-et-Marne
Hôtel du Département
CS 50377
77010 Melun cedex
Tél. : 01 64 14 77 77**